

Ce colloque d'une matinée au titre évocateur « La guerre pourquoi en parler encore ? » a été une réussite. Célébrant le 1<sup>er</sup> anniversaire de la nouvelle école de guerre, il était animé par Pierre Servent avec des intervenants de qualité : Hervé Mariton, député de la Drôme, Louis Gautier, ancien conseiller défense de Lionel Jospin, le général d'armée Jean-Louis Georgelin ancien chef d'état-major des armées et Elisabeth Lévy, journaliste et « polémiqueuse ». Je ne commenterai pas les propos tenus qui méritent une réflexion plus sereine. Je réserve donc mon week-end pour cela. En revanche, deux réflexions à chaud méritent à mon avis que l'on s'y attarde... peut-être.

Ainsi cette promotion de stagiaires français et étrangers de l'Ecole de guerre, tous officiers supérieurs, a reçu son nom de baptême. Elle s'appelle désormais « Maréchal Juin » (1888-1967). La précédente s'appelait « Général de Gaulle ». Le clin d'œil de l'histoire est que Juin était le major de la promotion de Saint-Cyr à laquelle appartenait... le général de Gaulle.

Un autre clin d'œil pourrait être la référence à la publication par le maréchal Juin d'un ouvrage intitulé « Trois siècles d'obéissance militaire : 1650 - 1963 » (Plon, 1964, 210 pages) que j'invite à lire. Ecriture fluide, exemples clairs pour montrer que l'officier français avait (presque) toujours obéi mais que son obéissance devait être finalement réfléchi dans le contexte des guerres auxquelles il participait. On y lit dans la préface de la version d'origine aussi bien la référence à la dissidence du 18 juin 1940 que celle du putsch d'Alger alors cet ouvrage était en attente en 1964 de « la sentence d'acquittement rendue par la Cour de sûreté de l'Etat dans le procès du général Vanuxem », père de mon camarade de promotion décédé accidentellement en Côte d'Ivoire...

C'est aussi cette préférence du général Georgelin exprimée durant ce colloque pour un ministère des armées qui ne soit pas celui de la défense. Pour illustrer sa position, il a rappelé l'origine récente de cette dénomination créée en 1969 au profit de Michel Debré, ancien premier ministre, afin qu'il entre dans le gouvernement du président Pompidou.

J'apprécie d'autant plus cette proposition que je l'avais évoquée dans un article intitulé « De l'armée de métier du lieutenant-colonel De Gaulle à l'armée de métier de demain » en juillet 1997, puis dans « Une armée professionnelle a-t-elle un avenir dans une démocratie moderne ? » en juillet 1998, tous les deux parus dans le Casoar, revue des Saint-Cyriens. J'avais aussi récidivé le 13 juillet 2011 dans le Monde « Quelles forces armées pour la France au XXI<sup>e</sup> siècle ? ».

Or, nous en sommes toujours à ce ministère de la défense qui n'exprime pas l'âme des armées ni leur finalité, faire la guerre ou la préparer pour en dissuader un adversaire éventuel pour rester dans l'esprit de ce colloque. En l'occurrence, les points de vue se rapprochent mais la proposition n'aboutit pas. Les militaires n'auraient-ils donc aucune influence comme ils le regrettent parfois ? En cette période électorale, pourquoi ne pas proposer cette transformation symbolique, déjà inscrite sur le fronton du ministère de la défense, boulevard saint-Germain ?